



FRANCE

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Covid-19 : dans les classes, la situation reste tendue

Alors que des discussions s'amorcent pour alléger le protocole sanitaire, la circulation virale reste élevée dans les établissements

Alors qu'un léger vent d'optimisme souffle chez les épidémiologistes, avec une courbe des contaminations qui semble s'orienter à la baisse, il peine à pénétrer dans les établissements scolaires. Audrey Pellarin, qui enseigne le français dans un collège de Voiron (Isère), dresse en cette fin janvier ce constat agacé : « On est clairement la dernière roue du carrosse et, en même temps, on compte sur nous pour garder les enfants afin que les parents puissent aller travailler. » « En première ligne », « mal protégés », voire « méprisés », voilà les termes qui reviennent le plus souvent, dans la bouche des enseignants, après deux ans de pandémie et plusieurs semaines difficiles, depuis la rentrée de janvier. Alors que le gouvernement commence à envisager un allègement du protocole sanitaire au retour des vacances d'hiver, les professeurs peinent à entrevoir la sortie du tunnel.

Un conseil de défense sanitaire devrait aborder cette question, mercredi 2 février. Selon nos informations, deux options sont sur la table, du fait de l'étalement des congés par zones, entre le 6 février et le 6 mars. Le gouvernement peut décider d'appliquer un protocole moins drastique partout à la même date, ou profi-

ter des retours de vacances « en soufflet » pour le mettre en œuvre progressivement.

En attendant ce possible assouplissement, le nombre de classes fermées reste élevé : plus de 21 000, soit le plus haut chiffre depuis le printemps 2020, selon le bilan hebdomadaire de l'éducation nationale du 28 janvier, qui indique que 570 000 élèves ont été déclarés positifs au Covid au cours de la semaine, ainsi que 35 000 enseignants.

S'il commence à être question d'assouplissement, les enseignants, eux, sont donc « en plein dedans », selon leur expression. A la forte circulation virale s'ajoute la complexité du protocole, qui prévoit de demander aux parents des attestations pour les tests réalisés par leurs enfants. « On ne fait plus que ça, la vie scolaire passe son temps à vérifier les attestations des élèves, souligne encore Audrey Pellarin. Et encore, quand ils sont là. Cette semaine, la moitié de la vie scolaire est covidée. »

Capteurs de CO₂, rares

Quelques motifs de satisfaction ont toutefois été récemment enregistrés. Les professeurs interrogés rapportent avoir reçu des masques, chirurgicaux ou FFP2 pour ceux qui le souhaitaient, au

cours de la dernière semaine de janvier. Des livraisons qui concordent avec le calendrier prévu au soir de la mobilisation enseignante du 13 janvier. « C'est pas trop tôt », commentent en chœur les enseignants.

Les capteurs de CO₂ restent en revanche rares, les remplaçants annoncés aussi : pour des périodes courtes d'absence liées au Covid, ils ne sont « presque » jamais dépêchés dans les classes du second degré. « On avait déjà un problème de remplacement avant, et le Covid n'a rien arrangé », insiste Claire Jourdan, membre du syndicat SNES-FSU, qui enseigne en collège à Périers (Manche). « Pour des absences d'une semaine ou de quinze jours, il n'y a jamais de remplaçants, mais la pression est encore plus forte à cause de la pandémie », ajoute cette professeure, qui assure qu'un collègue, en congé paternité jusqu'en mars, n'est toujours pas remplacé.

A l'issue de la mobilisation du 13 janvier, le ministère de l'éducation nationale avait promis des recrutements supplémentaires, « pas toujours faciles à mettre en pratique, car les contractuels se sont parfois reconvertis et ne sont pas disponibles pour des contrats aussi courts », souligne Claire Jourdan. Dans le premier degré, où



l'absence de remplacement pose de plus gros problèmes logistiques – l'interdiction du brassage entre les élèves oblige alors à fermer la classe –, les équipes voient parfois arriver des professeurs des réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (Rased). Le 26 janvier, le collectif national Rased, soutenu par plusieurs syndicats dont la FSU, avait dénoncé cette pratique dans un communiqué.

Un enseignant d'Indre-et-Loire, qui souhaite rester anonyme, rapporte que son inspecteur « s'est fait taper sur les doigts » après avoir mis devant les classes des conseillers pédagogiques, ces formateurs qui ne sont pas « censés être devant les élèves », s'agace ce directeur d'une petite école de cinq classes. « On sent que l'institution navigue à vue, puisque cette situation s'est présentée dans ma circonscription, mais pas dans celle d'à côté », ajoute-t-il.

Attentes diverses

Ces différents dysfonctionnements, ajoutés aux multiples modifications des protocoles à appliquer depuis mars 2020, font dire aux enseignants que « la hiérarchie, elle aussi, est un peu perdue » face au Covid, voire « incapable d'anticiper », selon ce directeur d'école. « Si un nouveau variant apparaît au mois de mars, on en sera toujours au même point », se désole-t-il.

Face au « stop and go » permanent, les professeurs ont désormais des attentes diverses. Longtemps, ils sont tombés d'accord pour demander « plus de protection » – voire le retour, réclamé par le syndicat majoritaire au primaire, du protocole « un cas, une fermeture ». Aujourd'hui, certains assurent qu'ils refuseront de retirer leur masque si le protocole est allégé au retour des congés. Mais d'autres disent qu'il est temps, face à des enfants « peu malades, et pas longtemps », de tout arrêter, de revenir à la normale.

« Soit on décide qu'on se protège

du Covid, et on ferme, soit on choisit de nous laisser faire notre métier, et alors il faut retirer les masques, résume une enseignante de CP d'une école privée de Maisons-Laffitte (Yvelines), qui souhaite garder l'anonymat. *Un enfant ne peut pas apprendre à lire correctement s'il ne voit pas le visage de son enseignant.* » ■

VIOLAINE MORIN

« On avait déjà un problème de remplacement avant, et le virus n'a rien arrangé »

CLAIRE JOURDAN

professeure de collège
et membre du SNES-FSU